

La Guinée à la recherche d'une police d'assurance pays

écrit par GuineePolitique© | 15 novembre 2016



L'essentiel du conseil des ministres du 10 Novembre 2016.

Alpha Condé



En prévision du prochain séjour en Guinée d'une mission de la *banque Islamique de Développement*, le Président de la République

Instruit la Ministre des Travaux publics de prendre toutes les dispositions pour les travaux d'évaluation des projets routiers financés par cette institution.

Insiste pour que les études initiales et/ou actualisées des voiries de Conakry et de l'axe Coyah-Dabola soient disponibles avant l'arrivée de la mission.

Demande au Gouvernement de tirer les leçons du dernier pèlerinage à la Mecque afin de prendre toutes les mesures correctives pour le prochain pèlerinage. Un rapport sans

concession sur tous les dysfonctionnements constatés devra lui être soumis dans les meilleurs délais.

Instruit le Gouvernement de prendre les dispositions utiles à la mise en place d'une Centrale d'achat de biens et services pour le compte de l'administration publique. Cette mesure est destinée à mutualiser et optimiser les commandes de l'Etat afin d'obtenir les coûts les plus compétitifs et une meilleure cohérence de la commande publique.

Rappelle au Gouvernement l'objectif d'évaluer les comptes de la nation d'ici la fin de l'année.

Pour la session du jeudi 27 octobre 2016

Le Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire sur le projet de Décret portant modalités de collecte et d'affectation des ressources pour le financement du logement social.

Pour la session du mercredi 02 novembre 2016

Le Ministre du Budget sur un nouveau mécanisme de couverture des risques à l'investissement en Guinée.

Perception négative du « risque pays »

Le Ministre a souligné, par ailleurs, que les investissements directs étrangers se heurtent en Guinée à la perception négative du « risque pays » pour l'extérieur, ce qui a conduit les investisseurs potentiels à solliciter des garanties souveraines afin de se prémunir contre ce risque.

Cette situation qui a entraîné le refus de l'Etat de continuer à fournir de telles garanties, pénalise la reprise économique amorcée depuis la fin de la maladie à virus hémorragique Ebola, car l'économie nationale a besoin d'un élan soutenu d'investissement.

Souscription d'une police d'assurance pays auprès de l'Agence

pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA)

Le Ministre a invité le Conseil à explorer la possibilité de la couverture du risque pays par la souscription d'une police d'assurance pays auprès de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA), une organisation multilatérale spécialisée dans la couverture des risques politiques et de crédit commercial en Afrique. Créée par des États africains avec le soutien financier et technique du Groupe de la Banque mondiale, l'ACA existe depuis 2001.

La Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance sur l'Organisation du Forum Régional du Réseau des Femmes Anciennes Ministres et Parlementaires, au mois de novembre 2016 à Conakry.

Pour la session du mardi 08 novembre 2016

La Ministre du Plan et de la Coopération Internationale sur le processus d'élaboration du *Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020*.

Le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, sur le processus du *dialogue politique Inter-Guinéen*. Durant le dialogue, les points d'attention ont porté principalement sur :

- L'Audit du fichier électoral ;
- La révision de la loi 016, portant création, composition et fonctionnement de la CENI ;
- Les élections communales ;
- Les indemnisations des victimes des violences des manifestations relatives aux élections législatives de 2013.

Les avancées en termes d'accords enregistrés lors du dialogue sont :

- *Maintenir l'état actuel du Fichier Electoral pour son utilisation lors des prochaines élections locales ;*
- *Pour les élections nationales, réaliser un Audit complet du fichier électoral sur la base d'un appel d'offres international, afin de formuler des recommandations permettant d'assainir davantage le fichier et le rendre plus performant et consensuel ;*
- *Le découplage des élections des Communes Urbaines et Communes Rurales et son report au courant du mois de février 2017.*
- *La recommandation que les élections des Conseils de districts et de quartiers s'opèrent sur un mode de représentation au prorata des résultats obtenus dans les entités de base par les listes de candidatures aux élections communales.*

Ministre de la Jeunesse, a soumis en 2^{ème} lecture l'Examen du projet de Décret fixant les conditions de création, d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des Centres d'Accueil de Collectifs d'Enfants et de Jeunes.

[Extrait du compte rendu du conseil des ministres](#)

Transmis par la Cellule de Communication du Gouvernement

Une rubrique consacrée à la simplification du compte rendu de conseil des ministres. Faire ressortir les éléments essentiels qui peuvent être des repères importants pour suivre la mise en œuvre des décisions gouvernementales.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

Le ministre Gassama Diaby et la problématique de la citoyenneté

écrit par GuineePolitique© | 15 novembre 2016



Semaine nationale de la Citoyenneté

Initiée par le ministre de l'unité nationale et de la citoyenneté Khalifa Gassama Diaby, la première édition de la semaine nationale de la citoyenneté se tiendra du 1^{er} au 7 novembre 2016. Le thème retenu est « citoyenneté et civisme pour la paix, la démocratie et le développement ».

Introduit lors du conseil des ministres du 29 septembre 2016 cependant instituée en Guinée par la Loi L/2016/038/AN du 28 juillet 2016, le projet d'organisation de la Première édition de la Semaine Nationale de la Citoyenneté et de la Paix avait obtenu l'aval du conseil, même si quelques soucis financiers ont failli le renvoyer aux calendes grecques. Selon le

ministre, l'objectif principal de cette initiative est de contribuer à la promotion de la culture citoyenne et de la paix dans notre pays ; de promouvoir des attitudes et comportements citoyens, respectueux des lois de notre pays et du vivre ensemble ; de renforcer la jouissance des droits et libertés des citoyens, tant du côté des citoyens eux-mêmes que de la part de l'Etat et de ses démembrements. Spécifiquement, il s'agit de sensibiliser les populations sur la notion de la culture et l'esprit de la citoyenneté ainsi que de leur participation à la consolidation de la paix; susciter des réflexions sur la responsabilité du citoyen vis-à-vis de sa patrie, mais aussi sur ses droits, ses libertés et ses devoirs et obligations ; susciter des réflexions sur la notion de nation, de solidarité nationale et de la fraternité républicaine ; susciter des réflexions sur les liens entre la culture citoyenne, l'idée de nation et le système démocratique.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com